

# AMNESTY INTERNATIONAL

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 35/008/2006 (Public)  
Bulletin n° : 211  
ÉFAI

**Embargo : 15 août 2006 00h01 TU**

### **Philippines. La recrudescence des assassinats politiques risque de se solder par une vague de représailles**

Le nombre d'homicides à caractère politique perpétrés aux Philippines est en augmentation pour la deuxième année consécutive, pas moins de 51 homicides de ce type ayant été recensés au cours des six premiers mois de 2006, contre les 66 relevés par Amnesty International pour l'année 2005 toute entière. Les dirigeants de l'insurrection armée ont menacé de former des escadrons pour venger ces morts.

Ces homicides suivent le même schéma : des hommes non identifiés font feu sur des membres de partis de gauche avant de s'échapper à moto ; le contexte commun à ces meurtres étant le renforcement des opérations anti insurrectionnelles. Un rapport rendu public par Amnesty International ce mardi 15 août 2006 montre que le gouvernement philippin n'a pas protégé ces personnes.

*« Il faut, pour juguler l'augmentation croissante de ces homicides, une véritable volonté politique d'engager des poursuites dans toutes ces affaires, et pas uniquement dans les 10 cas que la présidente Arroyo souhaite voir résolus en dix semaines », a déclaré Tim Parritt, chercheur sur l'Asie du Sud-Est à Amnesty International.*

Les meurtriers présumés sont rarement inculpés, arrêtés ou poursuivis. Amnesty International craint que la confiance de la population dans la primauté du droit ne s'effrite face aux échecs répétés des autorités, qui manquent depuis longtemps à leur devoir d'engager des poursuites contre les auteurs présumés de violations des droits humains et, le cas échéant, de les inculper.

Sur les 114 homicides répertoriés depuis 2001 par le groupe *Usig* – l'unité chargée de coordonner les enquêtes sur les homicides politiques –, la police a arrêté des suspects dans seulement trois affaires, et aucune inculpation n'a été signalée.

Selon Tim Parritt, on ne peut, pour résoudre ces crimes, se contenter de suivre la voie classique, selon laquelle la police soumet un cas au parquet. D'après le chercheur, il faut une véritable enquête indépendante qui soit suivie d'un procès équitable et de sanctions contre les personnes déclarées coupables. Alors seulement pourra-t-on dire que la justice a été rendue.

Le père Edison Lapuz, membre du conseil national de son Église, avait œuvré en faveur des droits des fermiers et pêcheurs en tant que coordonnateur régional du parti politique *Bayan Muna* (Le peuple d'abord). Il s'était mobilisé afin que la justice soit faite dans l'affaire de l'homicide de Felidito Dacut, avocat défenseur des droits humains abattu par deux hommes se déplaçant à moto.

Le 12 mai 2005, le père Lapuz a été tué par deux hommes non identifiés alors qu'il se trouvait chez son beau-père, qui avait été enterré ce jour-là. Des personnes résidant dans les environs ont dit avoir vu avant les coups de feu quatre hommes à moto, portant un casque, garés dans le parking d'un magasin des environs.

Avant sa mort, Edison Lapuz s'était plaint auprès d'autres membres de son église à Manille d'être surveillé par l'armée. Sa sœur a indiqué que des soldats portant l'uniforme s'étaient présentés chez leur père en octobre 2004 et avaient cherché à obtenir des informations approfondies sur le prêtre.

Les investigations menées par la police sur la mort du père Lapuz suscitent de vives inquiétudes ; par exemple, les témoins ne bénéficient pas de mesures de protection suffisantes. L'enquête reste au point mort, et plus d'un an après les faits, aucune inculpation n'a été prononcée et il n'a été procédé à aucune arrestation.

*« Le fait que la police n'ait identifié aucun suspect et n'ait mené d'enquête sur personne alimente la défiance de la population à l'égard de la police, a expliqué Tim Parritt. Les témoins ont peur de se faire connaître et des proches de victimes refusent de participer aux enquêtes de la police ou se retirent des procédures en cours. »*

*« Les auteurs présumés de ces agissements, y compris s'ils appartiennent aux forces de sécurité, doivent être poursuivis et punis. Il faut déterminer si des ordres officiels sont à l'origine des crimes et des manœuvres visant à les étouffer. »*

Amnesty International craint que la « guerre totale » déclarée par le gouvernement aux groupes communistes n'ait conduit à une multiplication des homicides. La plupart des victimes appartenaient à des partis de gauche accusés, malgré leur statut tout à fait légal, par de hauts représentants du gouvernement de n'être que des vitrines pour des groupes communistes armés illégaux.

*« Nul ne mérite de mourir en raison de son affiliation politique, a affirmé Tim Parritt. Le gouvernement devrait considérer comme une situation embarrassante le fait que la population des Philippines ne puisse pas exercer librement ses droits à la liberté d'expression et d'association dans le domaine de la politique. »*

Le nombre grandissant d'homicides a contribué à l'échec du processus de paix avec les communistes. Amnesty International estime qu'il sera impossible de concrétiser le moindre espoir de paix avant que le gouvernement n'ait pris des mesures décisives pour empêcher les homicides à caractère politique et engager des poursuites contre les auteurs présumés de ces agissements.

**Voir :**

*Philippines: Political killings, human rights and the peace process* (index AI : ASA 35/006/2006 ; <http://web.amnesty.org/library/index/engasa350062006>)

**Document public**

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>